

RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES  
TRAVAUX DE LA COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'EUROPE DANS LE DOMAINE DU  
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DU COMMERCE  
EXTERIEUR.  
-----

1. Lors de l'examen du Rapport de la Commission économique pour l'Europe, le Conseil économique et social a adopté, le 4 août 1948, une résolution qui "note avec satisfaction que la Commission économique pour l'Europe a adopté à l'unanimité, lors de sa troisième session, une décision relative à la création d'un Comité spécial pour le développement industriel et le commerce extérieur".

Le Conseil économique et social invitait en outre la Commission économique pour l'Europe ".....à soumettre à la prochaine session du Conseil un rapport sur l'état de ses travaux dans le domaine du développement industriel et du commerce, y compris une description de tous les moyens techniques qui auront été envisagés pour favoriser le développement du commerce intra-européen." Comme la Commission économique pour l'Europe ne s'est pas réunie depuis le mois d'août 1948, c'est au nom de la Commission que le Secrétaire exécutif a l'honneur de soumettre le présent rapport.

2. Le Comité spécial pour le développement industriel et le commerce extérieur s'est réuni à la fin de septembre 1948. Cette session avait surtout pour objet d'étudier quel serait l'organisme qui, dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe, permettrait le plus efficacement de favoriser le développement industriel et le commerce extérieur. Le Comité spécial a décidé de recommander à la Commission d'instituer un comité pour le développement du commerce extérieur, doté d'un mandat dont le texte est reproduit dans l'annexe au présent rapport. On trouvera le compte rendu de la réunion du Comité spécial dans le Rapport provisoire de la Commission économique pour l'Europe adressé à la huitième session du Conseil économique et social.

3. A la suite de la réunion du Comité spécial, le Secrétaire exécutif a demandé aux gouvernements leur avis sur deux lignes de conduite possibles: a) commencer les travaux du Comité pour le développement du commerce à titre provisoire avant que le mandat recommandé par le Comité spécial ait été officiellement approuvé par la Commission économique pour l'Europe (la discussion de ce mandat étant ainsi repoussée jusqu'à quatrième session ordinaire de la Commission qui doit avoir lieu en mai 1949); ou b) convoquer la Commission en session spéciale à une date antérieure.

---

(x) Le présent document est celui auquel il est fait allusion à la page 27 du document E/1074.

Au début de décembre, lorsque le Secrétariat fut en possession des réponses des gouvernements, il fut décidé qu'il était inutile de convoquer une session spéciale de la Commission, les gouvernements ayant fait connaître qu'ils étaient d'accord pour que le Comité pour le développement du commerce commençât immédiatement ses travaux à titre provisoire. Par la suite, la date de la première réunion du Comité a été fixée au 14 février. Le mandat du Comité sera examiné en mai, lors de la quatrième session ordinaire de la Commission.

4. Le Comité spécial a, en outre, invité le Secrétaire exécutif à rédiger "...en se conformant à la résolution adoptée par le Comité spécial, des propositions relatives à l'activité que déploiera le Comité qu'il s'agit de créer, en tenant compte des échanges de vues qui ont eu lieu au cours des séances du Comité spécial, ainsi que des propositions qui ont été présentées au sujet de celui-ci par les diverses délégations". Conformément à ces instructions, le Secrétaire exécutif a présenté, le 22 décembre, des propositions relatives au programme de travail du Comité pour le développement du commerce (Doc.IDT/23).

5. Les délibérations du Comité spécial ont porté essentiellement sur des questions d'organisation. Aussi, en attendant la réunion du Comité pour le développement du commerce, est-il impossible de présenter "une description de tous les moyens techniques qui auront été envisagés pour favoriser le développement du commerce intra-européen", conformément à la requête formulée dans la résolution du Conseil économique, et social.

6. On trouvera dans le rapport provisoire de la Commission économique pour l'Europe adressé à la 8ème session du Conseil économique et social (Doc.E/1074) une description de l'activité des autres comités de la Commission économique pour l'Europe dans le domaine du développement industriel et du commerce extérieur.

A N N E X E

Mandat du Comité pour le développement du commerce extérieur  
(E/ECE/IDT/5)

Le Comité spécial pour le développement industriel  
et le commerce extérieur,

RECONNAISSANT que l'accroissement de la production et des échanges commerciaux, grâce à la fois à la pleine utilisation des ressources nationales et au développement plus rapide de l'économie des pays européens est indispensable pour que l'Europe atteigne un niveau élevé d'activité économique et s'y maintienne,

RECONNAISSANT que la Commission économique pour l'Europe a pour fonction de contribuer à l'accomplissement de ces buts,

CONSIDERANT que, depuis la guerre, il existe dans les pays d'Europe une pénurie de certains produits industriels nécessaires au relèvement et au développement les plus rapides de l'économie des pays européens et que beaucoup de pays européens dévastés par la guerre et dont le développement industriel a été retardé, aspirent à développer leur industrie nationale,

CONSIDERANT l'autorisation donnée à la Commission par le Conseil économique et social lors de sa septième session,

DECIDE

de recommander à la Commission économique pour l'Europe qu'un comité pour le développement du commerce soit institué avec le mandat suivant:

1. Le Comité remplira le rôle d'organisme consultatif et servira de centre d'étude et d'échanges de vues pour les questions de son ressort;
2. Le Comité procédera à des études et à des consultations et présentera des recommandations sur les mesures qui peuvent amener une expansion du commerce entre les divers pays d'Europe de même qu'entre ces pays et les pays extra-européens;
3. Le Comité attirera l'attention des autres comités compétents de la CEE sur les problèmes relatifs au développement de l'agriculture et de l'industrie qui ont une influence importante sur le commerce intereuropéen, et il collaborera avec ces comités dans la mesure où ce sera nécessaire pour accroître la production et les échanges;
4. Le cas échéant, il s'adressera aux différentes institutions spécialisées des Nations Unies en leur demandant de l'aider dans l'exécution de ses travaux, tout en observant les accords qui sont intervenus entre les Nations Unies et ces institutions spécialisées;
5. Le Comité ne formulera aucune recommandation qui aurait pour effet de violer les droits de souveraineté de quelque gouvernement que ce soit, son rôle consistant à favoriser la conclusion d'accords économiques internationaux, sur la base de l'égalité des droits et de l'intérêt mutuel des parties contractantes.